



UNE VIE DANS L'OMBRE

Colonel Thierry Jouan

13 ans au Service Action

6 ans au service de

S.A.S. le Prince Albert II de Monaco

éditions du
ROCHER

DOCUMENT

convaincre les « hautes autorités », celles qui décident du droit de vie ou de mort, et avoir un petit espoir de sauver ces enfants. Il raccroche en me disant qu'il va faire tout son possible mais aussi en me demandant de rester, quoi qu'il arrive, au plus près de ma mission et de ne pas compromettre ma « couverture professionnelle ».

Je retourne écouter la fin de la discussion et les explications de sœur Bernadette à mes collègues. Je l'informe que je viens d'appeler à mon tour, et avec le téléphone satellite, notre « autorité » sur la situation sanitaire et humanitaire critique. Bien évidemment, sœur Bernadette me regarde et me questionne :

« Et alors ? »

« Ils vont faire tout leur possible pour convaincre les autorités militaires mais rien n'est sûr, il faut attendre. »

Je lui demande si elle veut rester pour le déjeuner avec nous, avec ce qu'on pourra trouver pour manger. Elle refuse catégoriquement et me demande de la ramener au couvent au plus vite. Ce que je fais avec la plus grande délicatesse. Avant de partir, elle me prend la main et me dit : « Thierry, merci pour ce que tu as fait ce matin, mais fais attention à toi et à tes amis. »

Je lui réponds que, de toute façon, on va se revoir très prochainement.

Je laisse le soin à sœur Bernadette de vous raconter ce qu'il s'est passé dans l'après-midi et dans la nuit car, de peur d'oublier ce qu'elle vient de vivre, elle le notera dans ses carnets à Potumjara, un mois après, et me l'enverra par e-mail bien des années plus tard.

« ... Vers seize heures, une quinzaine de chars arrivaient à Runyenghé, ainsi qu'un hélicoptère et un avion Hercules (on pouvait y mettre 150 personnes). Cette présence permettait de sentir un peu d'espoir dans Runyenghé. »

Ils ont d'abord "muselé" les milices en abordant de front les chefs, puis ensuite établi le plan d'évacuation pour le lendemain. Pour ce faire, les militaires se sont adressés particulièrement au personnel du diocèse pour connaître les endroits où les personnes avaient besoin de secours. J'ai souvenir que les sœurs bénédictines ont été déplacées de leur couvent de Kibu pour attendre à l'institut le temps d'embarquer l'avion Hercule.

Il était 17 heures. Des tirs étaient à 10 km de la ville. Cette évaluation a été faite par Thierry en allant sur le toit de la maison où il logeait. Cette maison appartenait à une coopération de la ville de Clermont pour l'agriculture dans la région de Runyenghé.

Dans la nuit, vers deux heures, j'entends l'avion décoller... pensant qu'il était déjà plein et qu'il reviendrait. Thierry est venu klaxonner devant la résidence où je logeais pour m'avertir de cela, avec un ton désespéré. Nous avons convenu qu'il faudrait attendre le matin pour évaluer l'état des choses. À notre grand désespoir, ils étaient partis sans avertir personne... parce que des militaires avaient été blessés à Tanga et tous s'étaient retirés pour ne pas entrer dans un échange de tirs avec le FPZ (Ils escortaient le véhicule de deux frères maristes qui étaient allés solliciter leur aide à Byarhama pour sauver leurs frères menacés). Ils sont tombés dans une embuscade du FPZ. Les frères maristes sont morts, carbonisés dans leur voiture (un Zuwanais et un assistant général de la Grande-Bretagne venus pour soutenir leurs frères) et les militaires français sont revenus à Runyenghé. (Comment? Peut-être que d'autres militaires se sont portés à leur secours car on m'a raconté que leur voiture était tombée dans un fossé – Ils circulaient sans phare.)

Nous avons dû prévenir tout le monde à six heures du matin que les «sauveurs» étaient partis sans eux... Quelle angoisse!...

Après contact avec le responsable de Terre des Hommes, qui avait la responsabilité des enfants orphelins logés à l'école de Gakiseny, il a été décidé que je quittais Runyenghé, avec un convoi à bas risque,

vers le Boulanga. Lui, arriverait à Runyenghé dans l'après-midi. Les mortiers tombaient à 500 mètres de la ville...

Ce responsable de Terre des Hommes a à nouveau sollicité les opérations militaires car il y avait plus de 500 enfants à l'école et il en était le mandataire. Une opération partielle d'évacuation a eu lieu le lendemain et le surlendemain, le FPZ était dans la ville.

Lors de la première évacuation, la direction était : Potumjara pour les enfants, et le reste des rescapés devait partir vers Gukoséra. Malheureusement, une partie de ce dernier convoi a pris la direction du Boulanga et a été intercepté par les milices et dévié vers une route secondaire. L'escorte militaire a certainement manqué de vigilance à cet endroit, continuant leur chemin vers le Boulanga avec les enfants. Sur cette route, plusieurs sœurs bénédictines ont été tuées. Je ne me souviens plus du nombre (sept ou huit?)

La semaine suivante, à Gukoséra (Zimbuya) j'ai retrouvé avec une très grande joie, des gens qui avaient passé plus de deux mois dans des trous, des placards ou des plafonds...

Sœur Bernadette »

Depuis la fin de l'après-midi et comme le précise sœur Bernadette, les troupes françaises sont enfin arrivées à Runyenghé, un avion militaire s'est posé sur le terrain d'aviation se situant au nord-ouest de la ville, et les impacts des obus de mortier se rapprochent de plus en plus du nord et du nord-est de Runyenghé, à quelques kilomètres seulement de notre maison de fortune.

Comme si nous n'avions pas assez de problèmes urgents et critiques à résoudre, durant cette nuit, nous sommes de nouveau réveillés dans notre difficile sommeil mais cette fois-ci, ce n'est pas sœur Bernadette.

Vision surréaliste. Il est à peu près une heure du matin et là, devant ma porte, j'ai le plaisir de rencontrer et d'accueillir une autre femme, une charmante femme française. C'est une journaliste d'une chaîne de

visitons un château cathare dans les Pyrénées tous ensemble, il ne fait pas beau. Arnaud crie dans sa poussette et cela énerve Sandrine, l'épouse de mon ami Vincent. Le fait qu'elle ne supporte pas les cris de mon fils m'énerve à mon tour. Le ton monte. Nous sommes au bord de la rupture de notre amitié. Jacqueline ne me reconnaît pas. Moi non plus. Quelque chose s'est vraiment déchiré en moi. Mais quoi ?

En quelques mois, plus d'un million de personnes ont été déplacées et environ un million de personnes seront tuées selon les autorités zuwanaises après recensement.

*

Contrairement à ce qu'a pu écrire une journaliste française dans ses « carnets de route », je ne pourrais terminer ce chapitre cauchemardesque qu'en affirmant haut et fort que les militaires français ont été remarquables et exemplaires au vu des ordres reçus. Comment peut-elle écrire et affirmer, simplement en ayant enquêté, ou plutôt simplement « auditionné » des Zuwanais piwa et ara, et écrire impunément que des militaires français ont participé à ce génocide, voire même les traiter de « génocidaires » ? Elle se fie uniquement à ce que ces pauvres êtres, des Piwa génocidaires ne l'oublions pas et des Ara massacrés par leurs frères, ont soi-disant vu, le plus souvent rapporté, modifié ou colporté par des rumeurs.

Comment peut-elle croire un seul instant qu'un officier ou un sous-officier de l'armée française ait pu agir de la sorte, je cite : « ... et puis, je me souviens aussi que plus tard les Français se sont mis à arrêter les gens, à les attacher sur des hélicoptères pour aller les jeter dans la forêt de Kihangha », ou encore : « ... D'ailleurs, les Français eux-mêmes prenaient des gens, les enfermaient dans des sacs, les emmenaient dans des avions et des véhicules, des jeeps, et ils allaient les balancer dans la forêt. En tous cas, on ne revoyait plus ces gens-là ».

Comment, Madame, n'avez-vous pas compris que les « largages d'êtres humains » que vous mentionnez étaient, très certainement, des largages de nourriture dans une population de réfugiés et de déplacés

affamés? Qu'il est beaucoup plus facile et rapide de distribuer l'aide alimentaire et humanitaire de cette façon-là?

Ces militaires français, officiers ou sous-officiers, tous formés dans des grandes écoles, possédant une certaine éthique et des valeurs morales que nos amis zuwanais avaient oublié dans leur conflit et haine ancestrale, ne peuvent pas, comme elle l'écrit sur la foi de simple « bavardage et témoignage de rescapés » et « de bourreaux » qu'elle a recueillis en 2003, jeter l'opprobre sur ces hommes et faire croire qu'ils aient pu « balancer » des êtres vivants depuis un hélicoptère ou encore remettre des sœurs et des abbés à des génocidaires, fussent-ils formés par eux comme elle l'affirme également sans preuve, juste sur des « témoignages »!

Madame, sachez que j'ai foi en la France, j'ai foi en nos institutions, j'ai foi en nos militaires mais pas en des personnes qui ont été à la fois « génocidaires » et « génocidés ». Ils s'entretuent depuis des siècles. La politique française et son gouvernement ont donné des ordres aux militaires. Ils ont obéi. Mais sûrement pas pour faire les atrocités que vous décrivez. Atrocités de la bouche de personnes complètement désœuvrées, bien souvent haineuses envers nous, la France, le colonisateur. Également souvent sous l'emprise de drogues locales, certainement à la recherche d'une grâce pour ne pas être exécuté et échapper à la peine capitale des tribunaux zuwanais. À aucun moment vous ne vous êtes posé la question de savoir si ce que ces êtres vous racontaient avait un semblant de vérité. Rien, mais absolument aucune preuve ne peut confirmer ce que vous écrivez, Madame, et c'est également très grave!

Madame, j'étais là, j'ai vu, j'ai entendu les mêmes personnes que vous à la différence que j'étais présent! Et je n'en fais pas la même analyse et le même compte-rendu que vous. Pas du tout!

Que la France ait fait le choix politique de soutenir le président zuwanais, c'est un fait qu'il ne m'appartient pas de juger ou de commenter, vous peut-être...

Que l'armée française ait reçu l'ordre, par les relations bilatérales et les accords de défense en vigueur, de former l'armée zuwanaise et ses cadres, c'est également un fait mais à la différence que je peux le juger et le différencier avec tous les autres pays africains avec lesquels nous avons des accords militaires, pas vous !

Que vous affirmiez ou relatiez dans un livre (recueil de pseudo-témoignages) que les militaires français ont participé activement, de près ou de loin, au génocide zuwanais, est une honte, un scandale et passible de justice.

Enfin, que vous omettiez de préciser dans votre « *Carnet* » que la France, par son action militaire, a permis de sauver des milliers d'hommes, de femmes, d'enfants, ara et piwa, est également un scandale !

*

Je termine ce chapitre cauchemardesque en me disant que, fort heureusement, je suis rentré vivant de cette mission difficile. Dieu sait que j'ai risqué ma vie presque tous les jours et « Tout ce qui ne vous tue pas vous renforce », ai-je entendu maintes et maintes fois !

Je ne suis pas certain d'en être ressorti renforcé mais ce dont je suis sûr, désormais, c'est de savoir que la barbarie humaine n'a pas de limites.

Depuis que j'ai écrit ce chapitre sur ces terribles missions, je me sens mieux et je fais moins de cauchemars, beaucoup moins !